

Les malades chroniques recourent de plus en plus au privé

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Tizi Ouzou/Intempéries
Dégâts matériels
et désagréments
aux populations

Page 24

Quatorzième année - N° 4619 - Lundi 5 novembre 2018 - Prix : 10 DA

D'un investissement de 610 millions de dinars

Une usine de transformation des déchets de cuir lancée fin 2019

Page 2

Après le Brexit, déjà l'Italexit ?

Par Mohamed Habili

A peine Pierre Moscovici, il y a de cela quatre jours à Bruxelles, avait-il fini de signifier à l'Italie le rejet pur et simple de son projet de budget pour 2019 par la Commission européenne, il faut le dire une première en Europe, qu'un député euro-italien est monté à la tribune, s'est emparé de ses notes, et après avoir enlevé l'une de ses chaussures, les a piétinées avec, de façon à attirer sur lui tous les regards. Après cela, il est vrai, les Italiens ont été assez unanimes à se démarquer d'un geste aussi peu recommandable, mais à tout prendre ils ont été peu nombreux à le condamner avec conviction. C'est que les élections européennes sont proches, et qu'on réduit sensiblement ses chances de les remporter en se faisant le défenseur de la technocratie bruxelloise. Aujourd'hui en Italie, ce sont les antieuropéens qui ont le vent en poupe, qui emportent les élections partielles, et qui d'ailleurs gouvernent, il est vrai sous la forme d'une coalition dont la cohésion n'est peut-être pas à toute épreuve. En mai prochain, aux européennes qui se tiendront à ce moment, tout porte à penser qu'ils vont améliorer leurs résultats. Néanmoins, ce ne serait pas la première fois que ces élections soient remportées par des opposants au projet européen. Ce qui était un paradoxe, une bizarrerie, une exception, est en passe de devenir la règle.

Suite en page 3

Sonatrach adopte une motion de soutien au Président Bouteflika

Le Pacte de stabilité et de développement signé



Ph/E. Soraya/J.-A.

Une motion de soutien au président de la République a été adoptée par les «gestionnaires, travailleurs et les élus syndicaux du groupe ainsi que les secrétaires généraux syndicaux du Sud». C'était hier, au siège de la direction régionale Transport par canalisations de Haoud El Hamra, Ouargla, à l'occasion de la signature du Pacte de stabilité et de développement entre Sonatrach et la Fédération nationale des travailleurs du pétrole, du gaz et de la chimie (FNTPGC). Lire page 2

Bilan du 1^{er} semestre

Hausse du chiffre d'affaires du secteur des assurances

Page 5

Rencontre euro-maghrébine des écrivains

Des auteurs de renommée internationale au rendez-vous

Page 13

Sonatrach adopte une motion de soutien au Président Bouteflika

Le Pacte de stabilité et de développement signé

■ Une motion de soutien au président de la République a été adoptée par les «gestionnaires, travailleurs et les élus syndicaux du groupe ainsi que les secrétaires généraux syndicaux du Sud». C'était hier, au siège de la direction régionale Transport par canalisations de Haoud El Hamra, Ouargla, à l'occasion de la signature du Pacte de stabilité et de développement entre Sonatrach et la Fédération nationale des travailleurs du pétrole, du gaz et de la chimie (FNTPGC).

Par Lynda Naili

L'appel au cinquième mandat pour le président Bouteflika s'est invité hier lors de la Conférence syndicale du groupe Sonatrach au cours de laquelle a été signé par Sonatrach et la Fédération nationale des travailleurs du pétrole, du gaz et chimie. En effet, même s'il ne le dit pas textuellement, Abdelmoumène Ould Kaddour, P-DG de Sonatrach dans son allocution à l'ouverture des travaux de ladite conférence, évoquant le recouvrement de la paix, de la sécurité et de la stabilité comme facteurs essentiels du retour des investisseurs étrangers en Algérie notamment dans son secteur, dira que «Dieu, parce qu'il nous aime, nous a envoyé le président de la République qui a fait que la sécurité a été rétablie et que le pays connaît un développement économique» faisant que «maintenant les grandes entreprises internationales veulent travailler en Algérie». C'est là un soutien qui certes ne dit pas franchement son nom mais que le P-DG du groupe pétro-gazier national ne taira nullement, puisque dans le point de presse tenu à l'issue de ce déplacement à Haoud El Hamra, répondra que «j'ai le droit d'exprimer une opinion (politique) et je l'ai exprimée». Dans ce sens, Sidi Said, secrétaire général de la Centrale syndicale, signataire du pacte de stabilité et de développement entre Sonatrach paraphé, qu'il a qualifié d'«historique», venu en compagnie de son «ami de tou-



P.H.E. Soraya/J. A.

jours Ali Haddad, président du Forum des chefs d'entreprises (FCE) réitérant son appel à la candidature du chef de l'Etat pour un cinquième mandat, s'est longuement étalé sur les réalisations et acquis issus des différents programmes de développement du Président Bouteflika. «Il (le président Bouteflika) a fait beaucoup pour notre pays», dira-t-il, «et il serait injuste pour nous de nier ses réalisations. Il y a peut-être un manque, mais la réalité est là. Ce sont des acquis pour le pays et pour les travailleurs». Pour le patron de l'UGTA, «on n'est pas au niveau

des chiffres (5^e mandat) mais on lui demande de poursuivre son œuvre, on a encore besoin de ce monument». «C'est une faveur qu'il nous rendra», ajoutera-t-il, estimant que pour cela «la majorité des citoyens n'est pas inquiète pour 2019».

Selon lui, les élections présidentielles seront «une activité naturelle, un geste citoyen» que les électeurs accompliront de la manière la plus «normale». Ainsi, et pour revenir à Sonatrach, Djerroud Khellaf, secrétaire du Syndicat national de Sonatrach qui a fait l'annonce et la lecture de cette motion de soutien, qui

dira-t-il, vient en continuité de celui fait par la Centrale syndicale en date du 16 novembre dernier sollicitant le Président «à continuer sa noble mission», les gestionnaires, travailleurs et les élus syndicaux du groupe ainsi que les secrétaires généraux syndicaux du Sud, à leur tour expriment «leur adhésion» à la démarche de l'UGTA et appellent le chef de l'Etat à poursuivre son œuvre. Citant entre autres, l'intérêt que le président accorde à la préservation des acquis sociaux des travailleurs et des retraités et ses appels incessants pour le dialogue social. Par

ailleurs, sur le sujet objet de la rencontre, en l'occurrence le pacte de stabilité et de développement du groupe Sonatrach, adopté par la Conférence syndicale du groupe Sonatrach, qui «est un instrument régissant les relations entre les partenaires des entreprises du groupe» selon Hamou Touahria, président de la FNTPGC et de Djerroud Khellaf, SG du syndicat national de Sonatrach. Pour sa part, Abdelmoumène Ould Kaddour, indiquera avoir «toujours travaillé en harmonie avec le syndicat. Aujourd'hui, travailleurs et gestionnaires sommes dans la même barque pour réussir ensemble pour notre pays qui mérite beaucoup mieux».

«L'implication des travailleurs dans la gestion de l'entreprise est un impératif», ajoutera-t-il. Selon lui, «le travailleur doit être pris en charge comme il le faut» sur les différents plans pour attendre de lui un retour dans sa productivité. «Nous sommes en train de faire beaucoup de choses en faveur des travailleurs, mais en parallèle, il faut aussi qu'eux s'engagent, être partie prenante de toutes les décisions et créateurs au sein de l'entreprise. C'est une transformation en profondeur de l'organisation», a-t-il encore ajouté. Avant de paraphraser une déclaration du président américain John Kennedy pour dire : «Vous qui comme moi êtes Algériens, ne vous demandez-vous pas ce que votre pays peut faire pour vous, mais dites-moi ce que vous pouvez faire pour votre pays».

L. N.

D'un investissement de 610 millions de dinars

Une usine de transformation des déchets de cuir lancée fin 2019

Selon le directeur de ce projet relevant de la société publique «Algérienne des cuirs et dérivés», Nasser Lazirou «une usine de transformation des déchets des cuirs tannés en fertilisants agricoles sera lancée fin 2019». En effet, cette future usine traitera même les 100 000 tonnes de déchets des cuirs cumulés et stockés depuis 21 ans au sein des cinq unités de production de cuir de la société ACED, et ce, en plus des nouveaux déchets générés par ces mêmes unités s'élevant à 7 500 tonnes annuellement, explique son directeur. Dans ce sens, il avance que même le secteur privé de production en cuir, qui représente 60% du marché national, pourrait approvisionner cette usine par les déchets engendrés par les sociétés privées intéressées. D'un investissement de 610 millions de dinars, l'usine sera installée au niveau de la zone industrielle de

Rouiba. Il s'agit d'un projet à valeur environnementale sous deux aspects, selon les explications du directeur du projet. En effet, outre la mise en valeur des déchets du cuir et sa contribution dans l'augmentation de la production locale des engrais pour satisfaire la demande du secteur agricole, une telle usine permettra de résoudre un «énorme problème écologique» du fait que ces déchets de cuir contiennent du chrome utilisé dans les produits de traitement et de tannage des peaux brutes (ovines, bovines et caprines), avance le même responsable.

«Ces déchets contenant des chromes deviennent, donc, très nocifs pour l'environnement. D'autant plus qu'on ne peut ni les incinérer ni même les éliminer dans les centres d'enfouissement technique car ils présentent des risques de contamination des nappes phréatiques», fait-il savoir.

Ainsi, cette future usine va utiliser un nouveau processus technologique consistant à la fois à éliminer le chrome, sans incidence environnementale, et à transformer les déchets, ainsi débarrassés du chrome, en fertilisants organiques bio, précise-t-il. En fait, ce projet avait été élaboré en 2014 et devait être mis sur pied en 2016, mais avait été finalement suspendu suite à la crise financière provoquée par la chute des prix du pétrole dès juin 2014. A cette époque, le Conseil des participations de l'Etat avait accordé 210 millions de dinars à la société publique Algérienne des cuirs et dérivés à travers le Crédit populaire d'Algérie pour la réalisation de ce projet. Un avis d'appel d'offres avait été lancé pour le choix de l'entreprise chargée de la réalisation «produits en main» de cette unité. Une entreprise italienne avait ainsi été retenue pour la réalisation du projet pour un

montant de 2,17 millions d'euros (plus de 210 millions de dinars), fait savoir Lazirou qui précise que le contrat conclu en 2014 entre l'ACED et cette entreprise italienne stipule l'acquisition et l'installation des équipements jusqu'à la production du fertilisant agricole, et ce, de même qualité que celui homologué par les instances en charge de l'agriculture et de l'environnement en Italie. Il prévoit également d'assurer le transfert d'expertise et du savoir-faire et la formation du personnel. Quant à la réalisation du bâtiment abritant cette unité et dont les travaux seront confiés à des entreprises nationales, son coût a été estimé à 390 millions DA. Ce qui donne un coût global de 600 millions DA, dépassant ainsi l'enveloppe de 210 millions DA évaluée par le CPE. Or, avec les difficultés financières du pays survenues en 2014, il était impossible d'avoir le différentiel de 390 millions DA

pour la réalisation du projet, selon le même responsable. Ce problème financier n'a pu être réglé qu'en 2018 avec la mise à contribution également de la Banque nationale d'Algérie qui a complété le différentiel de 390 millions DA qui sont venus s'ajouter aux 210 millions DA accordés par le CPA en 2014. Selon Lazirou, une fois que cette usine entrera dans sa phase de production en 2019, un partenaire pourrait s'associer à ce projet à travers une prise de participation dans cette unité. Enfin, il explique que «nous souhaitons trouver un partenaire public ou privé spécialisé dans le domaine de production des fertilisants et auquel on souhaiterait confier la gestion de l'usine, du fait que la société ACED, dont la vocation est la production du cuir, n'est pas spécialisée dans les fertilisants».

Thinhine Kouchi

A cause de leur multiplication

Les malades chroniques recourent de plus en plus au privé

■ En raison de leur prolifération au sein de la population, les maladies chroniques figurent en tête des examens médicaux effectués au niveau des cliniques privées.

Par Louiza Ait Ramdane

Les malades chroniques se dirigent de plus en plus vers le privé. Ils sont confrontés au manque de médicaments et à une mauvaise prise en charge dans les hôpitaux, raison pour laquelle ils consultent les cliniques privées. Bien que les pouvoirs publics aient consacré des sommes colossales pour la santé publique, sur le terrain la prise en charge des malades laisse à désirer. Le malade est orienté de plus en plus vers les cliniques privées pour faire les différents examens médicaux. Selon le président de la Société algérienne de médecine interne (SAMI), D'Younes Moualek, les maladies chroniques (diabète, hypertension artérielle et maladies cardiaques), figurent en tête des examens médicaux effectués au niveau des cliniques privées.

Intervenant en marge du congrès de la SAMI, M. Moualek a précisé que ces trois maladies chroniques (diabète, hypertension artérielle et maladies cardiaques) viennent en tête des examens médicaux effectués en médecine interne, en raison de leur prolifération au sein de la population. Le facteur de l'âge figure parmi les principales causes de ces maladies, outre



PH.D.R.

le changement du mode de vie de la population en termes d'alimentation, à savoir : la consommation excessive de matières grasses, de sucre et de sel, ainsi que le manque d'activité sportive et physique, a indiqué le même responsable. La médecine interne prend en charge d'autres maladies, à l'image de celles du système digestif et des intestins,

des inflammations, de la déficience immunitaire, ainsi que des maladies rares comme la maladie de Behçet, a-t-il fait savoir.

Evoquant le temps consacré au diagnostic des maladies rares et leur bon suivi, D'Younes Moualek a estimé qu'«il est préférable de les prendre en charge au niveau des grands établissements hos-

pitaux». Concernant les nouvelles recommandations pour l'amélioration de la prise en charge de la maladie de l'hypertension artérielle (HTA), le spécialiste a fait savoir que «les recherches scientifiques menées par les laboratoires internationaux ne se sont pas intéressées aux particules innovantes, à cause du coût élevé des études cliniques sur cette maladie», affirmant que «les spécialistes algériens se contentent d'améliorer le traitement, à travers la prescription de médicaments disponibles sur le marché national». Quant aux moyens d'équilibrer la tension artérielle chez les patients souffrant d'HTA, D'Younes Moualek a dit que même les pays développés n'y sont pas encore parvenus, citant, à ce propos, l'étude nationale réalisée dans ce domaine ayant prouvé un déséquilibre de la tension artérielle chez une partie importante des malades.

Concernant les personnes atteintes de cardiopathies et afin de les préserver d'une mort subite, le professeur Yazid Aoudia, spécialiste en rythmologie cardiaque au CHU Mustapha-Pacha, a préconisé à ces personnes l'implantation d'un pacemaker.

L. A. R.

Intempéries

Des routes coupées et des habitations inondées

Les importantes chutes de pluie enregistrées ces dernières 24 heures à Boumerdès ont causé la fermeture de plusieurs routes et places publiques baignant dans les eaux qui ont également inondé une vingtaine de maisons, ainsi que nombre de chalets, commerces et hangars, a-t-on appris hier auprès de la Protection civile de la wilaya. «Fort heureusement, aucune perte humaine n'est à déplorer», a indiqué à l'APS le capitaine Ait

Kaci Ahmed, chargé de la communication auprès de ce corps constitué. Les précipitations ayant atteint 50 cm sur la quasi totalité de la wilaya ont également été à l'origine du blocage de six véhicules touristiques et d'un bus de transport de voyageurs, avec à son bord cinq personnes, «tous évacués par les éléments de la Protection civile, sans l'enregistrement de dégâts notables ou de pertes en vies humaines», a-t-on ajouté de

même source. Des éléments de la Protection civile de la wilaya sont également intervenus pour pomper et évacuer les eaux de pluie au niveau de plusieurs habitations inondées dans les cités, des chalets des communes de Boudouaou et de Corso, mais aussi au niveau d'un immeuble cerné par les eaux à la cité des 1 700 logements du centre-ville d'Ouled Moussa, à l'ouest de Boumerdès. Selon le capitaine Ait Kaci, des glissements de ter-

rain ont été enregistrés à Kherrouba, à l'ouest de Boumerdès et au lieu-dit Kouanine, relevant de la localité de Dellys, à l'est de la wilaya, causant des fermetures de routes, avant leur réouverture par les éléments de la Protection civile.

Dans une communication téléphonique avec l'APS, la directrice des travaux publics de Boumerdès, Naila Hafsi, a signalé des inondations importantes au centre-ville de Naciria, complètement cerné par les eaux, leur niveau ayant atteint un mètre, selon la responsable, suite au débordement de l'oued Tadmaït (Tizi-Ouzou) de son lit. La même responsable, qui s'est félicitée du non-enregistrement de dégâts matériels notables ou de pertes en vies humaines suite à cette crue, a également signalé la fermeture de certains axes routiers, à l'instar de la route Est menant vers Boumerdès, à l'origine d'une perturbation du trafic, pour un temps, avant sa réouverture, a-t-elle indiqué.

Intempéries à Tizi-Ouzou : déclenchement «systématique» du plan Orsec

Le plan de secours Orsec sera

LA QUESTION DU JOUR

Après le Brexit, déjà l'Italexit ?

Suite de la page une

Si bien que le temps n'est peut-être pas loin où l'on verra un Parlement européen composé majoritairement d'euroscéptiques, pour ne pas dire d'antieuropéens militants. Il est probable qu'on ne verra jamais cela, une assemblée européenne dominée par des souverainistes aussi irrespectueux que le député membre de la Ligue qui a piétiné l'Europe, comme se sont plu à dramatiser les médias. Non pas d'ailleurs parce que les euro-enthousiastes seront toujours plus nombreux que les euroscéptiques, mais parce que selon toute vraisemblance l'Union aura éclaté avant qu'on n'en arrive là. Il n'est déjà pas exclu qu'une deuxième sortie, certes en l'espèce de la seule zone euro, soit en train de se produire, celle de l'Italie, l'Italexit à la suite du Brexit. C'est que la Commission européenne n'a pas fait que retoucher le budget italien, notamment en raison d'un déficit largement supérieur à celui auquel elle s'attendait, sur la base de l'engagement pris par le gouvernement précédent, mais elle attend une copie du budget plus acceptable sous trois semaines. Une injonction à laquelle le gouvernement de coalition actuel n'a évidemment aucunement l'intention d'obtempérer, sa réponse ayant été de la même teneur que celle donnée à Moscovi séance tenante, mais dans un style moins cassant et moins offensant. Les ingrédients sont déjà réunis d'une nouvelle grosse crise européenne, après celle de la Grèce et le Brexit. Eclatera-t-elle pour de bon, ou bien sera-t-elle évitée à temps, c'est-à-dire à bonne distance des prochaines européennes ? A priori, elle ne pourra être évitée que si le gouvernement italien revenant sur son premier niet se décide à réviser sa copie, et d'une façon qui soit acceptable pour la Commission, en termes de déficit budgétaire notamment. Le problème, c'est qu'on voit mal comment les décideurs italiens puissent rentrer dans les normes sans perdre la face par la même occasion. Qui plus est, dans un contexte électoral. Ont-ils été élus pour faire une politique économique différente de celle dont les règles sont fixées par Bruxelles, ou pour agir conformément à leurs engagements vis-à-vis de leurs électeurs ? Poser la question, c'est y répondre. Affaire à suivre donc avec la plus grande attention, car bien des choses de première importance risquent d'en dépendre.

M. H.

Alger

Livraison du projet du square Port Saïd fin novembre

LE PRÉSIDENT de l'Assemblée populaire communale (APC) d'Alger-Centre, Abdelhakim Bettache, a annoncé hier, que le square Port Saïd, datant de l'époque coloniale et situé entre la Basse Casbah et Alger-Centre, sera rouvert au public fin novembre en cours, après finalisation des travaux de réaménagement, lancés en février 2017. L'opération de réaménagement à laquelle a été consacrée une enveloppe financière de 19 milliards de centimes, s'inscrit dans le cadre du plan de développement et d'urbanisme de la wilaya d'Alger (2015-2035), pour l'ériger en espace de proximité au profit des familles algéroises et de ses visiteurs, en y assurant la sécurité, l'hygiène et les loisirs. Concernant les raisons du retard accusé dans la livraison de ce projet, le président de l'APC d'Alger-Centre a dit que c'était «par souci d'assurer un aménagement de haute qualité», puisque la première étude du bureau Ofares n'avait pas respecté les aspects techniques et l'importance historique du site, classé au patrimoine protégé de La Casbah. En dépit du lancement des travaux préliminaires, ces derniers ont été arrêtés puis relancés sous la supervision et avec le partenariat des services du ministère de la Culture spécialisés dans la restauration. Dans ce cadre, le budget alloué à l'aménagement du square Port Saïd, aux 9 bâtisses adjacentes et à la façade du TNA, incluant les travaux de rénovation des trottoirs et d'éclairage, s'élève à 19 milliards de centimes. «En vue d'attirer un grand nombre de touristes, le square Port Saïd abritera différentes activités culturelles et artistiques au niveau du kiosque à musique», a-t-il ajouté. Par ailleurs, M. Bettache a indiqué qu'il sera procédé à l'installation de bustes en bronze à l'effigie de personnalités du 7^e art, à l'image de Abdelkader Aloula, Mohamed Boudia, Kelthoum et Azzedine Medjoubi, au niveau de la façade principale du TNA, en hommage à ces figures ayant contribué grandement au développement de l'art en Algérie.

Yanis D./APS

désormais déclenché «systématiquement» dès la réception d'un Bulletin météo spécial (BMS) des services compétents, ont décidé, hier, les autorités locales de la wilaya de Tizi-Ouzou, a indiqué un communiqué de la wilaya.

A. S.

Investissement à Tipasa

L'élevage de poisson en cages flottantes, un créneau d'avenir

■ L'élevage de poisson (pisciculture) en cages flottantes est devenu, au fil des ans, un créneau porteur dans la wilaya de Tipasa, où il fait l'objet d'un important engouement de la part de jeunes investisseurs algériens établis à l'étranger, qui y voient une filière à l'avenir prometteur.

Par Ilham N.

Et pour cause, cet intérêt pour la production piscicole est fortement encouragé par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), dont les experts recommandent la nécessité d'une promotion de la production piscicole, au vu du recul constaté dans la ressource halieutique, dans le bassin méditerranéen, ceci d'autant plus que le poisson est doté d'une valeur nutritionnelle non négligeable pour l'homme. En langage chiffré, cet engouement des jeunes algériens établis à l'étranger pour la filière, est traduit par une dizaine de projets en aquaculture lancés, par eux, avec un financement personnel, sur un total de 21 enregistrés dans la wilaya de Tipasa. «La direction de la pêche de Tipasa a enregistré 21 projets d'investissement en aquaculture, soit le seuil fixé en la matière par le Centre national de recherche et de développement de la pêche et de l'aquaculture (CNRDPA) de Bousmail, qui se base en cela sur des données techniques strictes», a indiqué, à l'APS, le chargé de la communication auprès de la direction de la pêche, Mustapha Ahmed Ghalem. Il a estimé que ce nombre de projets habilite la wilaya à «prétendre sérieusement à la concrétisation des objectifs qui lui ont été fixés par la tutelle». A savoir, une production de 12 100 tonnes de poisson/an, vers la fin 2019, qui dépassera ainsi, selon Ahmed Ghalem, sa production halieutique estimée actuellement à 10 000 tonnes de poisson/an, dont un taux de 80% de poisson bleu. «Ces chiffres sont en totale conformité avec les recommandations de la FAO en la matière», s'est-il félicité. Il a signalé l'entrée en exploitation, dernièrement, de trois projets, au moment où 14 autres sont en voie de concrétisation, dont 12 relatifs à l'élevage de poissons en cage flottantes (du loup de mer et de la daurade royale)

L'aquaculture, une filière de haute technologie

Pour Ahmed Ghalem, l'engouement des jeunes investisseurs algériens établis à l'étranger pour la filière «n'est pas fortuit», car il s'agit là d'un secteur de «haute technologie, nécessitant des compétences supérieures, sans compter ses frais exorbitants». «La valeur globale des 21 projets sus-cités est de plus de 5,6 milliards de dinars», a-t-il fait savoir. Cet ingénieur des sciences de la mer et des océans, diplômé de l'université

algérienne, s'est dit fier, d'avoir eu l'honneur de suivre un nombre de porteurs de projets, «comme de jeunes émigrés ambitieux», dont il a constaté «le sérieux et le sérieux de leur projets». «Une majorité parmi eux ont une expérience acquise à l'étranger, tout en travaillant avec un financement personnel», a-t-il souligné, estimant ces facteurs comme autant d'indices représentatifs «des grandes chances de succès de ces projets», outre la volonté manifeste de leurs porteurs de respecter toutes les clauses des cahiers de charge fixées par l'administration, dont notamment l'entrée en exploitation du projet, pour qu'il puisse bénéficier d'une assiette en zone logistique. A court terme, cet intérêt croissant des jeunes pour la filière piscicole est susceptible de propulser la wilaya à un rôle de premier plan, en matière d'approvisionnement des wilayas du Centre du pays en différentes variétés de poissons d'élevage. Actuellement, elle assure une production de 500 tonnes/an de moules et d'huîtres, à travers deux projets de conchyliculture à Tipasa et Ain Tagourait, outre 600 tonnes/an de daurade royale et de loup de mer produits par une ferme d'élevage en cages flottantes à Tipasa. Le coût de ces trois projets est estimé à 593 millions de dinars, selon le même responsable. Sept autres projets similaires sont en cours d'étude, dont une ferme de crevetteculture d'une capacité de production de 100 tonnes/an, et une autre pour l'élevage de poissons en cage flottantes /an. La concrétisation de ces projets est actuellement accompagnée par un effort de formation de la part de la tutelle. Plus de 1 200 stagiaires ont rejoint, à cet effet, dif-



P.H.D. R.

férents établissements de la formation professionnelle, pour notamment bénéficier d'une formation en aquaculture intégrée à l'agriculture, parallèlement au lancement, dernièrement, par le Centre national de recherche et de développement de la pêche et de l'aquaculture (CNRDPA) d'un concours «Challenge-Machrouii 2018» pour la sélection des meilleurs projets innovants dans les domaines de l'aquaculture et de la transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture.

Une zone logistique pour les activités aquacoles d'une capacité de 10 000 tonnes/an

Une zone logistique d'une capacité d'accueil de 10 000 tonnes/an, a été créée à Sidi

Ghiles, pour l'implantation de 14 projets en aquaculture, accordés en concession sur une période de 25 ans, a déclaré le directeur de la pêche et de l'aquaculture de la wilaya dans une communication avec l'APS. Destinée à la région Ouest de Tipasa (en partant de Cherchell jusqu'à El Arhat), cette zone, s'étendant sur une surface de quatre hectares, du sud de la ville de Sidi Ghiles, est gérée par l'Agence de gestion et de régulation foncière de la wilaya, a ajouté M.Lahiani. Le loup de mer et la daurade royale sont les principales variétés de poisson prévues à l'élevage dans cette zone, à raison de huit cages flottantes pour chaque ferme aquacole, d'une capacité de production prévisionnelle de 600 tonnes/an. La sélection de la ville de Sidi Ghiles pour l'accueil de cette zone, a été dictée par son emplacement stratégique garantissant un «équilibre régional» entre l'Est et l'Ouest de

la wilaya, la «disponibilité d'un foncier adéquat», et la «haute qualité de ses eaux», a encore fait savoir le même responsable. Il a aussi souligné l'inscription de ce projet de zone logistique au titre des efforts de «valorisation des ressources de la wilaya et des infrastructures de base du secteur», à l'instar du port de pêche de Gouraya, qui a bénéficié dernièrement d'un projet d'extension de sa capacité d'accueil à 120 embarcations, dont une dizaine de bateaux semi-industriels. La wilaya de Tipasa compte cinq ports de pêche, respectivement à Khemisti, Bouharoune, Tipasa, Cherchell et Gouraya, avec une flotte globale de 680 embarcations, dont 190 bateaux pour la pêche de la sardine et sept thoniers. Plus de 7 000 marins-pêcheurs activent sur la côte de la région, longue de 120 km.

I. N./APS

Musée de la mémoire à Alger

2^e édition du programme «Ta leçon d'histoire»

Le Musée de la mémoire, situé au cœur même du parc de la Concorde civile de Ben Aknoun (Alger), vient de lancer, dans le cadre de la commémoration du 64^e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution du 1^{er} Novembre 1954, la 2^e édition du programme «Ta leçon d'histoire», destiné aux élèves des deux paliers moyen et secondaire, a-t-on appris, samedi, auprès de la directrice du Musée, Salima Thabet. A l'occasion des festivités commémoratives du déclenchement de la glorieuse Guerre de libération nationale, le Musée de la mémoire organise plusieurs activités et concours en direction des élèves et des étudiants, notamment le programme «Ta leçon d'histoire», dans sa 2^e édition, après le succès enregistré l'année écoulée, a indiqué samedi à l'APS M^{me} Thabet. Des visites sont prévues, chaque mardi, en coordination avec des établissements éducatifs de plusieurs wilayas, au profit des élèves du moyen et du secondaire en vue de leur permettre de visualiser et de

mémoriser ce qu'ils ont reçu en classe, comme leçons théoriques en matière d'histoire, a-t-elle ajouté. Ce programme s'inscrit dans le cadre des activités arrêtées par le ministère des Moudjahidines pour la célébration du 64^e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution de Novembre 54. Précisant que les visites sont couronnées chaque fois par un concours intitulé «Apprends ton histoire», au cours duquel les écoliers sont questionnés pour tester leurs capacités à assimiler les informations et les explications fournies, M^{me} Thabet a indiqué que le Musée reçoit également des demandes de la part d'associations pour l'organisation de visites. La directrice de cette exposition prévoit une hausse du nombre de visiteurs, avec une moyenne de 800 visiteurs par jour, annonçant l'organisation de conférences sur différents thèmes en rapport avec la Révolution de libération et destinées notamment aux étudiants. Soulignant qu'une conférence

avait été organisée sur «Les Algériens déportés en Nouvelle Calédonie durant l'occupation française» au profit des étudiants de droit de l'université d'Alger et de l'université de Bouzaréah, M^{me} Thabet a fait savoir que ce thème sera, en raison de l'intérêt qu'il a suscité, l'objet d'un autre rencontre ouverte au large public. Ouvert en octobre 2014, le musée de la Mémoire a accueilli, en trois ans, plus de 80 000 visiteurs, des écoliers et étudiants, pour la plupart, venus découvrir l'histoire d'Algérie entre 1830 et 1962. Cet espace de près de 3 000 m², comprend des ailes consacrées aux différents pans de l'histoire nationale, depuis le début de l'occupation française, et offrant au visiteur l'opportunité d'une plongée dans les événements grâce à des supports matériels et audiovisuels. L'accès au musée de la Mémoire est gratuit et ouvert au public tous les jours de la semaine, sauf le dimanche, a rappelé M^{me} Thabet.

Fatah G.

Bilan du 1^{er} semestre

Hausse du chiffre d'affaires du secteur des assurances

■ Le marché des assurances a réalisé un chiffre d'affaires de 73,3 milliards de dinars (mds DA) au 1^{er} semestre 2018 contre 70,3 mds DA sur la même période de 2017, soit une hausse de 4,7%, a indiqué le Conseil national des assurances (CNA).

Par Salem K.

Le chiffre d'affaires réalisé par les assurances de dommages, qui compte plus de 5 millions de souscrits, a prédominé en s'établissant à 64,5 mds DA contre 61,7 mds DA au même semestre 2017 (+5,1%). Quant aux assurances de personnes, elles ont marqué une baisse en se chiffrant à 6,5 mds DA, contre 7,05 mds DA à la même période de



2017 (-7,7%). Il est constaté que le nombre de souscrits aux assurances de personnes a reculé à 1,7 million de personnes à la fin juin 2018 contre 2,3 millions de personnes à la fin juin 2017. Par branche des assurances de dommages, le chiffre d'affaires de l'assurance automobile reste encore le plus important avec 35,81 mds DA contre 34,62 mds DA (+4,2%) avec 4,1 millions de souscrits contre 3,8 millions à fin juin 2017. Pour ce qui est de la branche incendie et risques divers (IRD), elle a réalisé un chiffre d'affaires de 24,01 mds DA contre 22,5 mds DA (+7%).

La sous-branche «Incendie, explosions et éléments naturels» a enregistré une hausse de plus

de 18% par rapport au premier semestre 2017. S'agissant des assurances contre les effets des catastrophes naturelles (Cat-Nat), elles ont enregistré un chiffre d'affaires de 2,9 mds DA (+122% par rapport au 1^{er} semestre 2017).

Les assurances de responsabilités civiles, ont, quant à elles, marqué une évolution de plus de 16% avec 1,73 mds DA. En outre, la branche transport a vu son chiffre d'affaires évoluer de plus de 2% pour se chiffrer à 2,3 mds DA. C'est le transport aérien qui a tiré vers le bas cette branche d'assurance en enregistrant une dégringolade de plus de 58% du chiffre d'affaires qui s'est établi à 43,6 millions de DA contre 104

millions de DA au 30 juin 2017. La sous-branche transport ferroviaire a également accusé une baisse de 7% par rapport à la même période de 2017. En revanche, une bonne performance a été enregistrée dans le transport maritime qui a dominé la branche transport avec une part de plus de 68% en enregistrant ainsi une hausse de plus de 6%, suivie de la sous-branche transport terrestre qui a progressé de 4% et détient une part de près de 30% du chiffre d'affaires de la branche. La branche assurance agricole a, par contre, connu un repli de 5,5% dû aux baisses constatées au niveau des sous-branches production animale (-20,6%), multirisques

engins et matériel agricole» (-8,4%) et responsabilité civile agriculteur (-7%). Par contre, la sous-branche incendie et multirisques agricoles a affiché une croissance de plus de 31%, tandis que le chiffre d'affaires de l'assurance production végétale s'est accru de 22%. Concernant la branche des assurances des crédits, elle a marqué une hausse de 14,6% avec un chiffre d'affaires de 1,08 md DA généré notamment par les assurances liées au crédit à la consommation, au crédit à l'exportation et au crédit immobilier.

Prédominance des sociétés publiques d'assurance

Pour ce qui est des parts de marché, les sociétés publiques d'assurance ont encore rattrapé près de 72,4% du chiffre d'affaires global du secteur des assurances en atteignant 46,7 mds DA, contre 16,4 mds DA pour les sociétés privées (25,5%) et 1,36 md DA pour les sociétés mixtes (0,21%). Il est observé que la branche automobile a tiré vers le haut le chiffre d'affaires des sociétés privées (31,75% du chiffre d'affaire global de ce type d'assurance). Concernant les sinistres réglés pour les assurances des dommages, il s'est établi à 32,2 mds de DA au 30 juin 2018. Selon le CNA, la cadence du règlement des sinistres à la fin du 1^{er} semestre 2018 a régressé de 24,2% par rapport à la même période de 2017. Pour ce qui est des déclarations enregistrées par les sociétés d'assurance de dommages au cours du premier semestre 2018, elles ont atteint 40,5 mds de DA, contre 38 mds de DA, durant la même période de 2017, en progression de 6,8%. Quant au stock des sinistres restant à régler, il s'élève à 78,9 mds DA jusqu'à fin juin 2018 (contre 66,4 mds de DA jusqu'à fin juin 2017), en hausse de 18,8%. En ce qui concerne la réassurance, la Compagnie centrale de réassurance (CCR) a réglé, durant les six premiers mois de l'année 2018, un montant de près de 7 mds de DA, répartis entre 5,4 mds DA au titre des affaires nationales et 1,5 mds DA consacrés aux affaires internationales. Pour ce qui est du stock des sinistres de la réassurance restant à payer, il s'est élevé à 28,7 mds DA à la fin juin 2018, répartis entre les affaires nationales avec 25 mds DA et les affaires internationales avec 3,7 mds de DA. S. K./APS

Algérie-Italie

Les relations économiques appelées à se diversifier

Les relations économiques entre l'Algérie et l'Italie connaissent une dynamique accrue, notamment avec un volume d'échanges commerciaux important mais qui nécessite la multiplication de partenariats diversifiés dans les activités productives. Ainsi, la visite du président du Conseil des ministres italien, Giuseppe Conte, à Alger, prévue aujourd'hui, sera l'occasion pour les deux pays d'explorer les voies et moyens permettant d'élargir leur coopération économique. Les relations économiques algéro-italiennes restent toujours marquées par la dominance du secteur de l'énergie grâce auquel l'Italie est, depuis plusieurs années, à la tête du podium des principaux clients de l'Algérie. En effet, les exportations algériennes vers l'Italie, composées principalement des hydrocarbures, ont atteint 5,55 milliards de dollars en 2017, en hausse de 6,4% par rapport à 2016. Durant les neuf premiers mois de 2018, l'Italie s'est encore classée premier client de l'Algérie avec 4,43 milliards de dollars d'exportations algériennes, en évolution de 3,8% par rapport à la même période de 2017. L'Italie est considérée comme l'une des principales destinations du gaz naturel algérien grâce au gazoduc Trans-méditerranéen pipeline, appelé également gazoduc Enrico Mattei, fruit du partenariat conclu en 1977 entre le groupe national des hydrocarbures Sonatrach et la compagnie énergétique italienne Eni. Les deux groupes négocient actuellement

le renouvellement des contrats d'exportation arrivant à terme en 2019. Par ailleurs, Sonatrach et Eni poursuivent leurs efforts en quête de nouvelles opportunités de coopération énergétiques. Dans ce sens, les deux parties ont signé, lundi dernier à Alger, un accord portant sur l'exploration et l'évaluation du potentiel pétrolier du bassin offshore algérien (exploration en mer) dans sa partie orientale (Zone d'intérêt Est) sur une superficie de près 15 000 km². Les deux compagnies ont aussi signé récemment un accord prévoyant la cession à ce groupe italien de 49% des intérêts de Sonatrach sur les trois périmètres de recherches Zemlet Elarbi, Sif Fatima et Orhoud II. Ces contrats de Recherche et Exploitation d'une durée de 25 années seront financés à hauteur de 51% par Sonatrach et 49% par Eni. A cet effet, l'association Sonatrach-ENI prévoit de réaliser un programme d'exploration pour un investissement de plus 80 millions de dollars et un programme de travaux de développement estimé à plus d'un milliard de dollars. Eni contribuera également à la réalisation du programme des nouvelles centrales photovoltaïques de Sonatrach. La première centrale sera mise en service prochainement, dans la wilaya de Ouargla, avec une capacité de dix mégawatts. En outre, le groupe Sonatrach compte sur l'expertise italienne pour lancer son vaste programme de pétrochimie. A ce propos, il avait conclu en 2017 un protocole d'entente avec la société italienne Versalis

pour la réalisation d'études relatives à des projets pétrochimiques. Le protocole d'entente avec Versalis (filiale à 100% d'Eni) porte sur les études de faisabilité de réalisation de complexes pétrochimiques en Algérie, et le renforcement de la coopération entre les deux sociétés dans le domaine de la pétrochimie. Mais en attendant la réalisation de ce programme ambitieux, Sonatrach a signé en mai dernier un contrat avec l'américain ExxonMobil portant acquisition par la compagnie algérienne de la raffinerie d'Augusta en Italie, d'une capacité de traitement de 10 millions de tonnes/an. Cette acquisition permettra notamment de réduire sensiblement la facture de l'importation des carburants. Toutefois, devant la dominance du secteur énergétique sur les relations économiques avec l'Italie, l'Algérie se penche sur les possibilités de diversifier sa coopération avec ce partenaire européen à travers le relance de l'appareil productif national. L'Italie est appelée, ainsi, à tirer profit de la position avantageuse de ses produits sur le marché algérien pour multiplier ses investissements hors hydrocarbures en Algérie qui aspire à réduire la facture des importations en privilégiant la production locale. En effet, l'Italie s'est classée la troisième plus grand fournisseur de l'Algérie avec 3,75 milliards de dollars en 2017. Durant les neuf premiers mois de 2018, l'Algérie s'est approvisionnée auprès de l'Italie pour 2,8 milliards de dollars, en hausse

près de 6% comparativement à la même période de l'année 2017. Mais en matière d'investissements, la présence italienne reste encore timide : selon le rapport de l'Agence nationale de développement des investissements (Andi), les projets d'investissement mixtes déclarés sur les neuf premiers mois de 2017 (derniers chiffres officiels disponibles) placent l'Italie au 11^e rang avec seulement deux projets d'un montant de 429 millions de dinars. Dans le cadre des actions pour booster le partenariat bilatéral, le Forum des chefs d'entreprise (FCE) et l'ambassade d'Italie en Algérie avaient créé en 2016 le Club d'affaires algéro-italien (CAAI) qui vise à mettre en place un cadre de coopération formel entre les entreprises des deux pays, permettant de favoriser davantage le développement de partenariats durables et plus diversifiés. En outre, le Consulat général d'Algérie à Milan organisera le 29 novembre en cours un forum économique algéro-italien dédié aux opportunités d'affaires et d'investissements en Algérie, et ce, en collaboration avec l'Association professionnelle italienne «Assolombarda». Près de 80 chefs d'entreprises italiens, dont la plupart font partie cette association, prendront part à ce forum économique qui intervient dans la continuité du premier forum tenu en 2016 à Milan. A noter que M. Conte effectue sa première visite en Algérie après sa nomination en tant que président du Conseil des ministres italien en mai 2018.

F. H.

Technologies/Projets

Lancement prochain des travaux du Technoparc d'Oran

■ Les travaux du Technoparc d'Oran seront lancés prochainement, a annoncé samedi le wali d'Oran, Mouloud Cherifi.

Par Safy T.

Dans une déclaration à la presse en marge des travaux de la rencontre «Oran Silicon Valley Algérienne», le même responsable a indiqué que l'étude portant sur ce Technoparc tire à sa fin et que les travaux de ce projet démarrent prochainement sous la tutelle du ministère de la Poste, des Télécommunications, des Technologies et du Numérique. Le projet de réalisation du technoparc d'Oran s'étendant sur une superficie de plus de 10 hectares sera concrétisé dans la localité Belgaid dans la daïra de Bir El Djir et sera doté des techniques modernes de communications, a fait savoir Mouloud Chérifi. La deuxième édition de «Oran silicon valley algérienne» a constitué un pas de qualitatif dans la démarche visant à faire de la Capitale de l'Ouest algérien un pôle d'excellence des technologies modernes et du numérique, a affirmé le wali à l'ouverture de cette manifestation, rappelant que le programme du président de la République, Abdelaziz Bouteflika accorde un grand intérêt aux technologies modernes.

Mouloud Chérifi a insisté, à cette occasion, sur le rôle de l'entrepreneuriat dans le développement des technologies et des pépinières abritant des entreprises innovantes spécialisées dans ce domaine. La troisième édition de la manifestation «Oran silicon valley algérienne» d'une journée a regroupé plus de 600 participants de la délégation d'Oran du Forum de chefs d'entreprises FCE. S.



Agriculture

Salon «Sud agro-industries» prochainement à Ghardaïa

Le salon «Sud agro-industries» sera organisé du 6 au 8 novembre courant au palais des expositions dans la capitale du M'zab (Ghardaïa), a-t-on appris dimanche auprès des organisateurs.

Initié par une entreprise spécialisée dans la communication événementielle en collaboration avec la chambre de commerce et de l'industrie du M'zab (CCIM) et la direction des services agricoles (DSA), sous le signe «développement agricole et l'investissement agroalimentaire», cette manifestation agricole regroupera en plus des agriculteurs, des représentants de l'ensemble des opérateurs économiques qui opèrent dans le cadre du développement de l'activité agricole et l'in-

dustrie agro-alimentaire, a-t-on indiqué.

Cet événement s'assigne comme objectif la promotion et la valorisation des richesses du secteur de l'agriculture et l'élevage dans le sud du pays et les possibilités d'investissement dans l'agroalimentaire, notant que cet objectif se traduira sur le terrain par l'exposition des dernières innovations techniques et technologiques en matière de conduite et de mécanisation des activités agricoles et d'élevage ainsi que le secteur agroalimentaire en vue de développer une industrie alimentaire, a-t-on expliqué.

Ce salon qui constitue un véritable levier socioéconomique de la région et une vitrine pour la promotion de l'agriculture locale,

comprendra plusieurs expositions de produits agricoles, ainsi que des opérateurs économiques spécialisés dans l'activité multi-services, les équipements agricoles divers (matériels d'irrigation, produits phytosanitaires, semences, plants etc...).

Des journées techniques ainsi que des conférences sur le développement et la préservation de l'agriculture «Bio», la recherche scientifique et les nouvelles technologies dans l'agriculture, l'investissement agricole dans le sud et les perspectives de cette activité dans cette région seront également amenées par des experts algériens et étrangers, a-t-on fait savoir.

Ali T.

Sétif

Appel à la valorisation du rôle des carrières dans le développement

Les participants au premier séminaire national sur les carrières organisé samedi à Sétif par l'Union nationale des exploitants de carrières (Unec), ont appelé à valoriser le rôle de ces mines dans le développement national dans les divers

domaines. Les présents, exploitants de carrières, représentants des sociétés de vente de matériel de concassage et cadres du domaine, regroupés à la maison de la culture Houari Boumediène, ont souligné que cette activité représente «un

maillon essentiel de dynamisation de l'économie étant le pourvoyeur des chantiers de l'habitat, des routes, des barrages et autres grandes infrastructures de base». Le vice-président de l'Unec, Saïd Bouadjil a mis en avant l'importance de la coopé-

ration et de l'affiliation des exploitants à l'union pour mieux «prendre en charge leurs multiples préoccupations et les représenter auprès des instances nationales».

Les débats durant la rencontre ont abordé les problèmes

rencontrés par les exploitants des carrières, la détermination des prérogatives des différentes parties et l'importance de la coordination. Les intervenants ont notamment critiqué les dispositions de la nouvelle loi minière de 2014 prévoyant des peines

Mila

Engouement «remarquable» des agriculteurs pour le crédit «R'fig»

L'engouement «remarquable» des agriculteurs de la wilaya de Mila pour le crédit «R'fig» au titre de l'actuel exercice, a favorisé l'extension des surfaces agricoles réservées aux légumineuses et aux céréales, a indiqué samedi, le directeur local des ser-

vices agricoles, Messaoud Bendridi. Plus de 1 400 dossiers ont été jusqu'ici validés par la Banque de l'agriculture et du développement rural (Badr) a fait savoir ce responsable qui a révélé que le nombre de bénéficiaires de ce crédit devrait atteindre au

titre de cette saison les 1 500 agriculteurs. Il a déclaré, dans ce contexte, qu'environ 1 300 agriculteurs activant dans différentes communes de la wilaya ont bénéficié lors de la campagne agricole 2017-2018 de ce crédit, sans intérêt, destiné notamment à

l'achat de semences et d'engrais. La hausse du nombre d'adhérents à la formule du crédit «R'fig» a eu pour effet de réduire la jachère dans la wilaya de Mila, où plus 133 000 hectares ont été cultivés cette saison contre 109 700 ha l'année précédente, a encore

souligné Bendridi.

Le succès de cette formule et l'augmentation des surfaces agricoles sont à mettre au crédit des journées de sensibilisation organisées en direction des agriculteurs pour la réduction de la jachère et en optant pour la culture des légumes secs. Concernant l'actuelle campagne labours-semences, lancée mi-octobre, ce responsable a précisé que celle-ci se déroulait dans d'excellentes conditions», grâce aux précipitations enregistrées dernièrement et la forte disponibilité de semences et d'engrais. Il a, à ce propos expliqué que plus de 30 000 quintaux de semences, toutes espèces confondues, ont été livrés aux agriculteurs par la Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS) de Mila, en même temps qu'une quantité des 37 000 quintaux d'engrais azotés et de phosphate. Constitué de plus de 4 000 tracteurs, le parc de matériel agricole de la wilaya de Mila est suffisamment doté pour garantir le succès de cette campagne, a ajouté la même source.

R. R.

Colloque à l'université de Chlef

Une cinquantaine de chercheurs planchent sur les «gaz quantiques»

Un colloque international sur les «gaz quantiques» (ou gaz ultrafroids) a été ouvert samedi à l'université Hassiba-Ben Bouali de Chlef avec la participation d'une cinquantaine de chercheurs (nationaux et étrangers) et étudiants en post-graduation. Une équipe d'experts venus de centres de recherches et universités de France, d'Allemagne, d'Italie et des Pays bas, assurent l'encadrement de cette manifestation scientifique, qui se poursuivra jusqu'à mercredi, avec au menu l'examen des dernières découvertes survenues en matière de gaz quantique. Ce colloque international est le reflet de l'intérêt, conféré par l'université algérienne, à ce type de sciences de précision, au vu du nombre d'applications offertes par ce gaz, qui est une technique du refroidissement d'atomes par laser», a indiqué à l'APS

Abdelâali Boujemâa, doyen de la faculté des sciences exactes du pôle universitaire d'Ouled Fares. Il a cité parmi ces applications d'importance, les horloges ultra précises, l'amélioration du système GPS, les gyroscopes et gravimètres, entre autres. La rencontre a également pour objectif, a-t-il ajouté, de réunir les étudiants doctorants et en master avec des experts réputés dans le domaine dans le but d'élargir leurs connaissances et savoir et, partant, donner un nouveau souffle à ce domaine de recherche en Algérie. Sachant que des chercheurs de nombreuses universités nationales (Oran, Sétif, Constantine, El Oued, Adrar, Saïda) prennent part à ce colloque. Selon le responsable, les gaz quantiques sont des gaz ultra froids (-273 degrés) sur lesquels les scientifiques fondent de grands espoirs pour développer de nou-

velles applications d'importance, dont la principale est représentée par l'ordinateur quantique. Les étudiants présents ont loué cette initiative qui leur permet, ont-ils dit, de «faire connaissance avec des experts (nationaux et étrangers) de haut niveau, en leur exposant leurs recherches en la matière». Les conférences animées à l'occasion ont été axées sur les différentes variantes de ces gaz, dont «Gaz de bosons et fermions dégénérés, localisation d'Anderson, transitions fluide-isolant induites par le désordre, gaz quantiques fortement corrélés et gaz Anderson». Les participants à cette rencontre auront la latitude d'exposer leurs études, avec possibilité d'édition des meilleurs parmi elles. Des workshops sur le même thème sont également prévus au profit des étudiants en master et doctorat.

Tahar F.

Décolonisation du Sahara occidental

Le Polisario réitère sa disposition à coopérer avec l'ONU

■ Le Front Polisario a réaffirmé vendredi sa disposition à coopérer avec les efforts de l'ONU pour le parachèvement du processus de décolonisation au Sahara occidental, appelant le Conseil de sécurité à amener le royaume du Maroc à reprendre les négociations sans conditions préalables et de bonne foi.



Brahim Ghali, président de la RASD

Par Afifa D.

Cette affirmation a eu lieu vendredi lors de la réunion du Bureau permanent du secrétariat national du front Polisario présidée par le président sahraoui, Brahim Ghali.

La rencontre a porté sur la résolution du Conseil de sécurité 2440 (2018) adoptée fin octobre sur la prolongation de six mois, jusqu'au 31 avril 2019, du mandat de la mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso) et à la reprise des

négociations sous l'égide du Secrétaire général de l'ONU afin de parvenir à une solution juste, durable et mutuellement acceptable garantissant au peuple sahraoui son droit à l'autodétermination. Dans ce cadre, le front Polisario a réitéré la position de la partie sahraouie en faveur de la coopération avec les efforts du SG de l'ONU et son émissaire personnel pour le parachèvement du processus de décolonisation du Sahara occidental, dernière colonie en Afrique, a indiqué l'Agence de presse sahraouie (SPS). A ce propos, le Bureau a appelé le Conseil de

sécurité à amener le Maroc à reprendre les négociations directes, de bonne foi et sans conditions préalables avec le front Polisario, rappelant que la partie sahraouie avait accepté l'invitation d'assister à la rencontre de Genève prévue les 5 et 6 décembre prochain.

La bonne volonté devrait être traduite par la libération des prisonniers politiques sahraouis qui crouissent dans les geôles marocaines, tout en arrêtant immédiatement les violations des droits de l'homme au territoire sahraoui et le pillage de ses richesses naturelles, a souligné

le Bureau. Dans le même sillage, le Bureau a mis l'accent sur la responsabilité de l'ONU en termes de protection de l'intégrité territoriale du Sahara occidental.

Le bureau permanent a mis en avant également son respect du cessez-le-feu et de la convention militaire N 1 dans le cadre du plan de règlement visant l'organisation d'un référendum permettant au peuple sahraoui d'exercer son droit inaliénable à l'autodétermination.

La France salue l'adoption par le Conseil de sécurité de la résolution 2440

La France salue l'adoption par le Conseil de sécurité, le 31 octobre 2018, de la résolution 2440, qui renouvelle le mandat de la Mission des Nations unies pour l'organisation du référendum au Sahara occidental (Minurso). «La résolution 2440 appelle à la mise en œuvre d'une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable», a estimé vendredi soir la porte-parole du Quai d'Orsay, Agnès von der Mühl, soulignant que son pays «apporte tout son soutien à la Minurso, qui joue un rôle

essentiel en faveur de la paix et de la stabilité dans la région».

La France, qui appuie «pleinement» l'action de l'envoyé personnel du Secrétaire général des Nations unies pour le Sahara occidental, Horst Kohler, se félicite de la tenue de la rencontre prévue les 5 et 6 décembre prochains à Genève.

Le Conseil de sécurité a enjoint, mercredi dernier dans sa résolution 2440, le Maroc et le Front Polisario de reprendre les négociations sans préconditions et de bonne foi «en vue de parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable qui permette l'autodétermination du peuple du Sahara occidental».

Aux termes de sa résolution prorogeant le mandat de la Minurso de six mois, le Conseil de sécurité a souligné l'importance pour les deux parties de «s'engager à nouveau à faire avancer le processus politique dans la perspective d'une cinquième série de négociations».

L'organe onusien a considéré le statu quo au Sahara occidental «inacceptable», jugeant «essentiel» que les négociations «progressent afin d'améliorer la qualité de vie du peuple du Sahara occidental». A. D.

Tunisie

Les inspecteurs du travail menacent d'une grève sectorielle

Les inspecteurs du travail ont appelé, samedi, le bureau exécutif de l'UGTT à publier un préavis de grève sectorielle de 2 jours, pour dénoncer la politique d'atémouement du gouvernement dans l'établissement d'une nouvelle grille salariale.

Dans une motion publiée à l'issue d'un rassemblement général tenu au siège de l'UGTT, ils ont déploré l'indifférence du gouvernement face à leur revendication qui consiste à établir une grille salariale propre aux agents de la direction générale de l'inspection du travail et de la Conciliation. Lors de leur rassemblement, les inspecteurs du travail ont réclamé de leur faire bénéficier d'une grille salariale au même titre que les contrôleurs de dépenses publiques.

Selon le secrétaire général du syndicat des inspecteurs du travail, Mohamed Ali Zamouri une grève sectorielle pourrait être décrétée après la grève générale dans la fonction publique.

Dans la motion, les inspecteurs du travail ont souligné qu'ils adopteront toutes les formes de protestation pour satisfaire leur revendication, menaçant même de saisir l'Organisation Internationale du Travail pour faire valoir leur droit.

Ouverture des JCC sous haute surveillance sécuritaire

Sous haute surveillance sécuritaire, le coup d'envoi de la 29^e édition des Journées Cinématographiques de Carthage (JCC) a été donné, samedi soir, à la salle de l'Opéra à la Cité de la culture, en présence du chef du gouvernement Youssef Chahed, de Mohamed Ennaceur, président de l'Assemblée des représentants du peuple (ARP), du ministre des Affaires culturelles Mohammed Zine El Abidine, ainsi que de plusieurs ministres, membres de l'ARP et chefs de missions diplomatiques accrédités en Tunisie et des ministres de la culture des pays invités de cette édition à savoir le Sénégal et l'Irak.

Sous les lumières des projecteurs, les stars et vedettes du grand écran, sont venus célébrer le cinéma dans toute sa splendeur et exubérance, et ce, pour la première fois au cœur de la Cité de la culture qui s'est parée de toute sa beauté pour accueillir ses invités de tous bords.

Pour cette année, la cérémonie d'ouverture qui s'est déroulée sous une haute surveillance sécuritaire et ce, à la suite de l'attentat-suicide du 29 octobre per-

pétré en plein centre-ville, a cependant été réservée qu'aux invités et aux accrédités. Star incontournable lors des éditions précédentes, la foule habituellement présente en masse en animant les rues de l'avenue Habib Bourguiba a manqué le rendez-vous de la montée des marches des stars et vedettes du cinéma qui sera durant huit jours le roi au royaume de la culture.

Lors de son mot d'ouverture, le directeur général des JCC 2018 Néjib Ayed s'est félicité du soutien des différents invités étrangers à la Tunisie qui n'ont pas hésité à être au rendez-vous malgré l'attentat-suicide perpétré quelques jours avant le démarrage de cette manifestation qui célèbre cette année son 52^e anniversaire. Et d'expliquer que «le comité d'organisation n'a enregistré aucune annulation des 500 invités étrangers».

Tout en rappelant le rôle crucial de la culture en général et du cinéma en particulier en tant que rempart incontournable contre la pensée extrémiste et l'obscurantisme, Néjib Ayed a mis l'accent sur la spécificité africaine et arabe des JCC. Il a, à cet égard, tenu à rappeler l'engagement renouvelé cette année aussi aux fondamentaux des JCC en tant qu'un festival arabo africain qui

s'attelle à réaliser l'équilibre entre ces deux dimensions, un festival sud-sud enraciné dans les trois continents, l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine et enfin un festival militant œuvrant à consacrer les valeurs du dialogue et de la tolérance. Néjib Ayed a, dans ce contexte, souligné que les JCC disposent d'ores et déjà d'une identité et ne cherchent nullement à s'identifier à d'autres manifestations.

L'édition 2018, a-t-il précisé, se caractérise par la création et le renforcement de la plateforme «Carthage Pro» avec ses 4 sections : Chabaka, Takmil, Master class, et une conférence autour des nouvelles formes de financement. Et d'ajouter : «Avec Carthage Pro», les JCC ambitionnent de devenir une plateforme professionnelle incontournable pour la promotion du cinéma arabe et africain dans le monde.

Sur la scène du Théâtre de l'Opéra, ce fut à la danse d'ouvrir la fête avec un spectacle chorégraphique exécuté par Sondes Belhassen qui a tenu à rendre hommage au 7^e art et à son pouvoir transcendant à travers le rêve et l'imaginaire. Par les métaphores du corps en mouvement, elle a dessiné un Tanit, l'emblème mythique des JCC qui, pour cette édition réservent une place de

choix aux quatre pays hôtes à savoir l'Irak, l'Inde, le Brésil et le Sénégal dont les cinémas seront visibles notamment dans la section «Focus».

Après la présentation des films en compétition officielle dans les différentes sections et les jurys, le public a assisté à la projection du film d'ouverture «Apartheid» de Narjiss Nejjar, réalisatrice marocaine qui traite dans son œuvre de l'expulsion de 45 000 marocains de l'Algérie en décembre 1975. Le film raconte l'histoire de Hénia une femme de 35 ans hantée par une enfance déchirée et cet exil forcé qui a séparé beaucoup de familles marocaines et algériennes mixtes. La réalisatrice met en scène d'une manière poétique l'obsession de l'héroïne de retourner en Algérie pour retrouver sa mère après avoir été poussée à l'exil avec son père à l'âge de 12 ans.

Il est à noter que les JCC 2018 (3-10 novembre 2018) seront marquées par la projection de 200 films sélectionnés de 47 pays dont 44 films en compétition officielle. Parmi les films sélectionnés, 54 films arabes et 15 films seront projetés en première mondiale au niveau africain et arabe.

Mondji C./DI



Iran

La population en première ligne face aux sanctions américaines

■ Heidar Fekri, 70 ans, tient une petite boutique d'équipements industriels dans le bazar de Téhéran, depuis bien avant la Révolution islamique de 1979. Mais, pour la première fois, il a peur pour la survie de son commerce.

Par Rima C.

«**M**es étagères sont vides, mes entrepôts sont vides, et bientôt je vais devoir fermer. C'est toute ma vie. Je ne survivrai pas longtemps après avoir fermé boutique», confie-t-il. L'économie iranienne souffrait déjà de nombreux maux avant la décision de Donald Trump en mai de se retirer de l'accord nucléaire conclu en 2015 entre l'Iran et les grandes puissances, puis de rétablir des sanctions. L'annonce de ces sanctions, «dévastatrices» selon le président américain, a aggravé la chute de la monnaie iranienne, qui a perdu en un an 70% de sa valeur face au dollar, et provoqué un exode d'entreprises étrangères. Le retour annoncé d'un embargo sur le pétrole aujourd'hui a d'ores et déjà plongé le pays dans une récession et devrait entraîner une contraction de 3,6% de l'économie en 2019, selon le Fonds monétaire international (FMI). En raison de l'insécurité planant sur l'économie du pays, M. Fekri, qui fournissait depuis 47 ans ses clients en pompes et perceuses industrielles européennes, a été forcé

depuis plus d'un an de stopper ses importations. «Les ventes ont chuté de 90% ces six derniers mois. Tout le bazar souffre», affirme-t-il à l'AFP. Presque tous les produits en Iran, des médicaments aux pièces de rechange des avions en passant par les bouteilles en plastique, sont liés à la chaîne d'approvisionnement mondiale. L'effondrement de la monnaie et le retour de l'isolement menacent donc toutes les sphères de la société. Pour aider les ménages iraniens à faire face à l'inflation galopante, le gouvernement a commencé à distribuer des colis alimentaires à près de la moitié d'entre eux. Pour la classe moyenne, le coup psychologique est peut-être le plus dur : avec la conclusion de l'accord nucléaire, elle avait espéré voir enfin l'Iran perdre son statut de paria de la communauté internationale. «Personne ne sait ce que veulent vraiment les Américains. Nous avons fait tout ce qu'ils voulaient et ce n'était pas assez», confie Sam Cordier, à la tête de PG Advertising, qui représente à Téhéran des entreprises occidentales comme British Airways ou Nestlé. Washington affirme que les sanctions visent à freiner les acti-

vités «déstabilisatrices» de l'Iran au Moyen-Orient. Beaucoup, en Iran, les perçoivent toutefois comme une tentative américaine de provoquer un changement de régime. «Ce n'est pas juste de la part des Américains d'inciter à la violence. Si cela continue, tous les hommes d'affaires ayant des choses à partager à travers le savoir et l'investissement s'en iront», estime M. Cordier. Ce Britannique a été forcé de licencier six de ses 30 employés et de réduire les salaires des autres, au moment où ses clients étrangers partaient l'un après l'autre. «Je pleurais en leur annonçant. Ce sont eux qui souffrent (des sanctions). Beaucoup de jeunes gens éduqués quittent le pays. Il y a une immense fuite des cerveaux», déplore-t-il. Beaucoup d'Iraniens éprouvent une haine tenace contre l'administration Trump. Mais nombre d'entre eux rejettent aussi la faute sur leur propre gouvernement et l'accuse de ne pas les protéger suffisamment. «Oui, les Américains font de mauvaises choses, mais ils protègent leurs intérêts. Si notre État avait protégé les intérêts de l'Iran, nous n'en serions pas là», accuse Erfan Yusufi, 30 ans, dont le nouveau café branché peine à faire face à l'augmentation des prix et à la baisse de la clientèle. Les dirigeants iraniens sont forcés d'exécuter un ardu numéro



PH. D. R.

d'équilibriste : tout en gardant une attitude de défi face à la pression américaine, ils doivent prendre en considération les difficultés économiques des Iraniens. «Nous savons tous que les gens souffrent et sont sous pression (mais) nous ne pouvons pas dire à notre peuple qu'en raison de la pression américaine, nous ne pouvons rien faire», a déclaré le président Hassan Rohani au Parlement. Il a accusé les médias étrangers de «remplir les esprits des gens avec de la fausse propagande» sur l'inflation, bien que la Banque centrale a reconnu elle-même que les prix des produits alimentaires ont augmenté de 46,5% depuis un an. Malgré leurs difficultés éco-

nomiques, rien ne laisse croire que les Iraniens désirent un changement de régime. Une grande partie de la population soutient toujours fermement la Révolution islamique. De nombreux Iraniens redoutent aussi toute violence, sont intimidés par les forces de sécurité ou craignent de faire le jeu de puissances étrangères en manifestant. Parmi les jeunes, le sentiment d'être une «génération sacrifiée» est prégnant. «Je suis inquiet pour l'avenir», confie Erfan, dans son café flambant neuf. «Notre génération débute chaque journée sans savoir ce qu'elle va devenir».

R. C.



Points chauds Européennes

Par Fouzia Mahmoudi

Il y a deux ans, le raz de marée d'En Marche !, parti créé par Emmanuel Macron, remportait tous les scrutins et laissait ses adversaires politiques loin derrière. Le mouvement sans étiquette politique précise avait réussi en quelques mois seulement à décimer la gauche et le centre, dommant irrémédiablement le Parti socialiste et faisant disparaître le MoDem de François Bayrou. Mais aujourd'hui, il semblerait que sa force électorale ne soit plus aussi impressionnante et les Français, déçus, pourraient ne pas accorder de seconde chance au parti présidentiel. En effet, La République en marche (LREM) et le Rassemblement national (RN, ex-FN) sont au coude-à-coude, avec les hypothèses de 19% à 21% d'intentions de vote aux élections européennes de mai 2019, selon un sondage Ifop diffusé cette semaine. Crédité de 20% d'intentions de vote, la liste RN gagne 3 points par rapport à une précédente enquête fin août, alors que celle de LREM et du MoDem reste stable, également à 20%, dans l'hypothèse où Ségolène Royal ne conduirait pas la liste socialiste. Si le scrutin devait se dérouler cette semaine, le duo de tête devancerait la liste des Républicains (LR), crédité de 14% (-1), et plus nettement celle de La France insoumise (LFI) en perte de vitesse à 11% (-3), selon cette enquête pour La Lettre de l'Expansion. Viennent ensuite la liste EELV conduite par Yannick Jadot (7%, -0,5), devant celles de Debout la France (6,5%) et du Parti socialiste (6%). Les listes du Parti communiste conduite par Ian Brossat (+1), de Générations et de l'UDI conduite par Jean-Christophe Lagarde (+0,5%) sont créditées de 3% chacune. La liste UPR de François Asselineau (1,5%, +1), du NPA (1%, -1) et des Patriotes conduite par Florian Philippot (1%) ferment la marche. Dans l'hypothèse où Ségolène Royal conduirait la liste PS, celle-ci recueille 7,5% d'intentions de vote au lieu de 6%. La liste LREM perd un point à 19%, celle du Rassemblement national en gagne un à 21% et celle des Républicains en perd un à 13%. LREM a six mois pour reprendre la main, ou le RN pourrait, comme il l'a été durant le dernier mandat, redevenir le premier parti de France.

F. M.

Corée du Nord

Mise en garde de Pyongyang sur un retour à sa politique nucléaire

La Corée du Nord a prévenu les États-Unis qu'elle envisagerait «sérieusement» de revenir à sa stratégie politique de développement de son arsenal nucléaire si les sanctions économiques infligées à son pays n'étaient pas levées. Pendant des années, Pyongyang a mené une politique dite du «byungjin», ou «développement simultané» de ses capacités nucléaires et de son économie. En avril, le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un avait annoncé que la quête pour se doter de l'arme nucléaire était terminée et que le Nord se concentrerait désormais «sur la construction économique socialiste». La péninsule connaît un «nouveau climat de détente et de paix», avait-il expliqué. Dans un communiqué, le ministère nord-coréen des Affaires étrangères a déclaré que Pyongyang pourrait revenir à la politique du «byungjin» si les États-Unis ne changeaient pas d'attitude en matière de sanctions. «Le mot "byungjin" pourrait refaire son apparition et un changement de politique pourrait être sérieuse-

ment envisagé», selon ce texte publié vendredi soir par l'agence officielle KCNA. Lors de leur sommet historique à Singapour en juin, M. Kim et le président Donald Trump avaient signé une déclaration vague sur la dénucléarisation mais depuis, les négociations n'ont guère progressé. En pointe des efforts internationaux menés en 2017 pour faire pression sur l'économie nord-coréenne, les États-Unis refusent un allègement des sanctions tant que le Nord n'aura pas procédé à une «dénucéarisation finale et entièrement vérifiée». Pyongyang a condamné les «méthodes de gangster» des Américains accusés d'exiger son désarmement unilatéral sans faire de concession. «L'amélioration des relations et les sanctions sont incompatibles», ajoute le communiqué signé par le directeur de l'Institut des études américaines du ministère des Affaires étrangères. Toujours attendue, «la réponse correspondante des États-Unis», ajoute le texte. La Corée du Nord, qui est soumise

à de multiples sanctions de l'ONU du fait de ses programmes nucléaire et balistique interdits ainsi qu'à des sanctions unilatérales de Washington, se montre de plus en plus impatient avec les États-Unis. Le mois dernier, les médias officiels avaient accusé Washington de «double jeu» et critiqué implicitement Donald Trump pour des propos selon lesquels Séoul ne leverait pas ses propres sanctions contre le Nord sans l'aval de Washington. Des divergences d'approche sur le dossier nord-coréen sont apparues entre Séoul et son allié américain, qui déploie 28 500 soldats en Corée du Sud pour la protéger de son voisin. Le président sud-coréen Moon Jae-in est partisan de longue date d'un dialogue avec le Nord. Il a fait miroiter à Pyongyang investissements et projets transfrontaliers pour l'inciter à la dénucléarisation. Washington martèle pour sa part que les sanctions doivent être maintenues tant que la dénucléarisation ne sera pas totale.



Rencontre euro-maghrébine des écrivains

Des auteurs de renommée internationale au rendez-vous

■ La dixième Rencontre euro-maghrébine des écrivains, réunissant des écrivains maghrébins et européens sur le thème «Souvenirs !, souvenirs !, aux sources de l'inspiration», s'est ouverte samedi à Alger en marge du Salon international du livre d'Alger. Des auteurs de renommée internationale prennent part à cette édition dont Ioan Maorar (Roumanie), Pedro Enriquez Martinez (Espagne), Stavroula Dimitriou (Grèce), Charafidine Majdouline (Maroc), Choukri Mebkhouit (la Tunisie) et autres.

Par Abla Selles

Organisée par la délégation de l'Union européenne à Alger en marge du Salon international du livre d'Alger, la dixième édition des Rencontres euro-maghrébines des écrivains se tient depuis samedi au Palais des expositions des Pins-maritimes. Cette édition a été inaugurée par le chef de la délégation

de l'UE à Alger, John O'Rourke. Dans sa version 2018, la rencontre a rassemblé des auteurs européens comme Ioan Maorar (Roumanie), Pedro Enriquez Martinez (Espagne) et Stavroula Dimitriou (Grèce) qui ont présenté leurs expériences personnelles d'écriture et la place que tient le souvenir dans leurs productions littéraires respectives. La littérature maghrébine est, quant à elle, représentée par le Marocain Charafidine



Majdouline, le Tunisien Choukri Mebkhouit et les auteurs algériens Nassira Belloula, auteur des romans «Terre des femmes» et de «Visa pour la haine», entre autres, et Samir Toumi auteur de «Alger le cri» et de «L'effacement». Lors de cette rencontre, le souvenir est abordé par les participants, comme une matière première utilisée dans

l'écriture, déformé pour les besoins de la fiction ou restitué en l'état dans des écrits. Les rencontres étant organisées habituellement de manière indépendante, les organisateurs ont choisi depuis la 20^e édition du Salon international du livre d'Alger de greffer cette journée à l'événement littéraire le plus important et le plus populaire en

Algérie. Inauguré officiellement le 29 octobre, le 23^e Salon international du livre d'Alger se poursuit jusqu'au 10 novembre et prévoit plusieurs rencontres thématiques, en marge d'une exposition rassemblant un millier d'éditeurs en provenance de 47 pays.

A. S./APS

Médaille de l'Ordre du mérite national «Athir»

Bensalah décore le cinéaste Costa Gavras

Le président du Conseil de la nation, Abdelkader Bensalah, a décoré, samedi à Alger, le cinéaste français Costa Gavras de la médaille de l'Ordre du mérite national «Athir», que lui a décernée le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, en hommage à son

parcours.

Cette distinction a été décernée à M. Costa Gavras, auteur du film «Z» ayant remporté au nom de l'Algérie l'Oscar du meilleur film étranger en 1969, et ce, à l'occasion du 64^e anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale.

Le ministre de la Culture, Azeddine Mihoubi, a déclaré que la distinction de M. Gavras se veut «une reconnaissance à sa contribution à porter haut l'image de l'Algérie», le qualifiant ainsi de «pilier de la culture» et d'artiste «engagé (...) qui a cru en la justice des peuples opprimés».

Etaient présents à cette distinction le secrétaire général du Conseil de l'Ordre du mérite national à la présidence de la République, Mohamed Saleh Akka, le wali d'Alger, Abdelkader Zoukh et nombre de personnalités culturelles et de cinéastes algériens.

Le cinéaste Costa Gavras avait animé vendredi une conférence, dans le cadre du 23^e Salon international du livre d'Alger (SILA), sur son parcours cinématographique, durant laquelle il a exprimé ses remerciements à l'Algérie qui l'a aidé dans la réalisation de ses films à l'image de «Z» et d'autres œuvres.

F. H.

Festival national du graffiti à Sétif

Ahmed Mahlou et Ali Karouche décrochent la première place

Les artistes peintres Ahmed Mahlou et Ali Karouche de la wilaya d'El Oued ont décroché la première place ex aequo de la meilleure fresque murale du Festival national du graffiti, organisé à Sétif.

La deuxième place est revenue à Salim Mansouriah Salim de la wilaya de Batna, alors que la troisième place a été décrochée par Akram Saâdaoui de Sétif, a précisé à l'APS le directeur des établissements de jeunes (Odej), Nacer Fadli.

Le prix du jury a été décerné à l'artiste Souheila Ben Akka de la wilaya d'Oran, a

ajouté le même responsable, faisant état de la remise des attestations d'encouragement à Fethi M'djahid de Tiaret, Lezaar Belhadj de Tlemcen, Hichem Boukchida et Aïssa Atrous de Biskra, Mohamed Benkhaled de M'sila, Bilal H'maidia et Oussama Zouai de la wilaya de Souk-Ahras.

Selon le même responsable, ce festival de quatre jours a été une «opportunité» pour mettre en avant les talents des jeunes artistes et valoriser des œuvres artistiques, «véritable locomotive pour sensibiliser sur la citoyenneté et ancrer la culture de la paix

pour prévenir des fléaux sociaux et permettre aux participants d'échanger les expériences».

Le Festival national du graffiti a été organisé à Sétif dans le cadre des festivités de célébration du 64^e anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale, à l'initiative de la Ligue des activités scientifiques et culturelles de l'Odej et a été marqué par la participation de 60 artistes plasticiens venus de 25 wilayas du pays, a-t-on rappelé.

F. H.

Journées nationales du court métrage

Le film «Kayen wa makanch» décroche le premier prix

Le court métrage «Kayen wa makanch», du réalisateur Abdallah Kada de la wilaya de Ain Defla, a décroché le prix de la meilleure œuvre complète aux Premières journées nationales du court métrage, dont le rideau est tombé samedi soir à la maison de la culture «Mouloud-Kacim-Nait-Belkacem» de Tissemsilt. Le deuxième prix a été remporté par le meilleur réalisateur du court métrage «Chaabanou», Mourad Bouamrane de la wilaya de Tizi-Ouzou et le troisième prix du meilleur scénario au film

«Réhabilitation» du réalisateur Salaheddine Bentis de la wilaya de Relizane. Le 4^e prix a été décerné par le jury au film «Zeddami», du cinéaste amateur Imad Khalifaoui de la wilaya de Tébessa. Le jury a accordé deux prix aux courts métrages «Arc en ciel», du réalisateur Islam Karoui et «Autobiographie» de Sidi Ali Zaafoun de la wilaya d'Alger.

Selon le rapporteur du jury, Samia Beroumana, les courts métrages et documentaires participants sont de niveaux artistique et technique différents, soulignant que les jeunes partici-

pants ont traité dans leurs films de sujets différents.

Elle a estimé que le manque d'expérience et de formation technique a influencé sur la majorité des œuvres participant à cette manifestation. Les Premières journées nationales du court métrage, organisées quatre jours durant à l'initiative de la maison de la culture en collaboration avec l'association de wilaya «Culture et arts» à l'occasion de la célébration du 64^e anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale, a enregistré la participation

de plus de 20 courts métrages de cinéastes amateurs de 17 wilayas et de sept documentaires de réalisateurs des wilayas de Laghouat, Boumerdès, Tissemsilt, Annaba, Relizane et Alger. Cette manifestation a été également marquée par des ateliers de formation sur la mise en scène, l'interprétation et le scénario et des conférences sur l'histoire du cinéma algérien et la réalité du court métrage en Algérie, outre une exposition sur les archives du cinéma algérien depuis l'indépendance.

L. B.

AGEND'ART

Palais des expositions des Pins maritimes (Safex)

Jusqu'au 10 novembre :

23^e édition du Salon international du livre d'Alger (Sila)

5 novembre (15h) au stand de Casbah Editions :

Meriem Guemache dédicacera ses livres «La demoiselle du métro» et «Lotfi au palais de Khedaouedj El Amia».

Jusqu'au 10 novembre 2018, tous les jours à partir de 14h :

Lazhari Labter signera ses livres «Laghouat, la ville assassinée» et «Hiziya mon amour» au stand des éditions Chihab.

Salle Ibn Khaldoun (Alger-Centre)

9 novembre à 16h : Concert «Errances» de Lila Borsali, un voyage musical à travers plusieurs régions d'Algérie et du monde, avec comme fil conducteur le texte du poète Mohamed Ben Msayeb «Ya Ahl Allah».

Prix : 500 DA. Ezzou'Art galerie Jusqu'au 15 novembre : Exposition «Peintures marines».



Boxe / Championnats du monde 2018 (Dames)

La sélection en regroupement en Inde

LA SÉLECTION algérienne (seniors/dames) de boxe s'est envolée ce samedi pour l'Inde, où elle effectuera un stage précompétitif de huit jours, en vue des Championnats du monde 2018 de la catégorie, qui se dérouleront dans ce pays, du 12 au 25 novembre, a-t-on appris auprès du directeur technique national, Mourad Meziane. Six athlètes composent cette sélection, à savoir : Boualem Roumaïssa (48 kg), Seffouh Widad (51 kg), Bahmed Nour El Houda (54 kg), Khelif Hadjila (57 kg), Khelif Imène (60 kg), Taberkout Soumeïya (64 kg). «Le principal objectif, c'est les Jeux olympiques de 2020, à Tokyo, pour lesquels nous espérons qualifier au moins une athlète. Ce qui serait une grande première pour la boxe féminine algérienne, et c'est maintenant que cela se prépare, car nous ne sommes plus qu'à deux ans du rendez-vous nippon. Ces Championnats du monde 2018

seront donc une bonne occasion pour nos boxeuses de s'aguerir», a déclaré le DTN. Outre ce principal objectif, et toujours selon la même source, «la sélection algérienne essaiera d'améliorer son classement mondial», tout en assurant une bonne représentation des couleurs nationales. Les boxeuses algériennes sont encadrées par les entraîneurs Kenzi Abdelhani et Brahim Makhlof, et bénéficient des services d'un kiné, ayant fait partie de la délégation. Seffouh Widad, championne d'Afrique 2017 chez les 51 kg, sera la figure de proue de la sélection algérienne, qui avant de se rendre en Inde avait effectué un stage bloqué du 24 octobre au 3 novembre à Souidania. «Le prochain stage, en Inde, sera très intéressant pour nos athlètes, car elles pourront y rencontrer de nombreux sparring-partners, avec qui elles pourront peaufiner leur préparation», a conclu Mourad Meziane.

Tennis / Tournoi international «juniors» Protaras Reguig mis dans le tableau final

LE TENNISMAN algérien Samir Hamza Reguig intégrera directement le tableau final du «Protaras», un tournoi international juniors, prévu du 6 au 10 novembre 2018 à Chypre, suivant la pré-liste d'admission, dévoilée samedi par les organisateurs. Une compétition de Grade 5, prévue sur les courts en tapis du

Tennis Club Paralimni, ayant drainé la participation de certains joueurs relativement bien classés sur le plan mondial, notamment, le Chypriote Stefanos Savva (404*). Reguig (877* mondial) sera fixé sur son adversaire au premier tour du tableau final à l'issue des tours qualificatifs, qui se dérouleront dimanche et lundi.

Formation des jeunes talents Hattab confiant pour les centres de formation

LE MINISTRE de la Jeunesse et des Sports, Mohamed Hattab, a insisté, samedi à Sidi Bel-Abbès, sur l'exploitation optimale des centres de formation et de sélection des jeunes talents en les dotant de moyens d'accueil et de repos pour mieux abriter différents stages des sélections nationales. Lors de sa visite d'inspection des structures relevant de son secteur, le ministre a rappelé que le programme du président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, repose sur la création de centres de formation au niveau national, outre des centres de prospection des talents, soulignant que la plupart des projets ont été réalisés, hormis deux. Il a ajouté, à ce propos, qu'il est temps de rationaliser l'argent public et d'exploiter ces centres en collaboration avec les responsables de différentes fédérations de sports collectifs et individuels». Mohamed Hattab a déclaré qu'il existe des centres nationaux disposant de toutes les conditions adéquates pour l'accueil des équipes nationales. Ces structures nécessitent une exploitation rationnelle et l'amélioration de leur équipement pour leur permettre d'abriter des stages nationaux de différentes disciplines et d'épargner des dépenses en devises (stages à l'étranger). Par ailleurs, le ministre a mis l'accent sur l'invest-

tissement dans l'élément jeune en répondant à ses ambitions par la création d'espaces modernes adaptés aux programmes et le choix de projets de sports écologiques et juvéniles attractifs. M. Hattab a également insisté sur l'accompagnement des jeunes par des formateurs spécialisés et dans des espaces répondant aux normes internationales pour améliorer leurs performances, saluant les résultats réalisés dans certains sports au niveau mondial. «Une enveloppe budgétaire a été débloquée pour assurer une formation optimale des talents dans le cadre de leur préparation pour les Jeux méditerranéens 2021 à Oran», a-t-il fait savoir. S'agissant de Sidi Bel-Abbès, Mohamed Hattab a indiqué que la wilaya a bénéficié d'un important programme doté de plus de 8,5 milliards DA pour l'inscription de 334 projets dont certains ont été livrés et d'autres sont en cours de réalisation, déclarant que cette wilaya a des ambitions prometteuses et un indice positif dans le secteur de la jeunesse et des sports. Le ministre a inspecté, lors de sa visite, le chantier de réalisation d'une salle omnisports dans la commune d'Ain El Berd dont le taux d'avancement des travaux a atteint 90%, en attendant les travaux d'aménagement externe.

Ligue I Mobilis (13^e journée)

Le derby des Hauts-Plateaux à l'honneur

■ La 13^e journée de la Ligue I Mobilis est caractérisée par le derby des Hauts-Plateaux qui opposera, au stade du 20-Août de Bordj Bou Arréridj, l'Ahly local et son voisin et grand rival l'Entente de Sétif.



Les Bordjiens souhaitent dépasser leur crise

Par Mahfoud M.

Les Bordjiens qui traversent une période de doute, malgré le nul enregistré à l'extérieur face au CRB, souhaitent reprendre à domicile, où ils trouvent toujours des difficultés à s'imposer. Les Criquets Jaunes se donneront à fond pour tenter de prendre les trois points du succès face à l'Aigle Noir, même s'ils savent que la mission ne sera pas de tout repos face à une bonne équipe sétifienne. Les gars d'«El Khala», eux, sont décidés à revenir avec un résultat probant de ce court déplacement, surtout qu'ils souhaitent se refaire une santé après avoir

concedé une défaite à domicile en Coupe arabe face au Ahly de Djeddah. Les poulains du Marocain Taoussi savent ce qui les attend lors de ce match et souhaitent repartir au moins avec le point du nul, ce qui ne sera pas une mince affaire. Le deuxième match de cette journée du lundi, opposera au stade du 20-Août le Nasr d'Houssein-Dey à l'O Médéa, un derby du centre entre deux formations qui se connaissent bien. Les Sang et Or sans entraîneur, après le limogeage de Bilal Dziri pour incompatibilité d'humeur avec les dirigeants, se présenteront avec la détermination de réussir les trois points qui leur permettront de retrouver goût au succès après

les deux défaites en championnat face au MCA et au CRB. Toutefois, la mission ne sera pas de tout repos face à une équipe de l'OM décidée à se reprendre, même si elle aussi traverse une période difficile, que ce soit sur le plan des résultats avec des contre-performances à domicile mais aussi à cause du départ de l'entraîneur, Saïd Hammouch, suite aux résultats décevants.

M. M.

Le programme :
Lundi 05 novembre 2018 à 16h :
NAHD-OM
CABBA-ESS

Championnat arabe des nations de volley-ball L'EN bat la Palestine et prend la 5^e place

La sélection algérienne de volley-ball s'est imposée face à son homologue palestinienne sur le score de 3 sets à 0 (25-20, 25-06, 25-12), en match comptant pour la 7^e et dernière journée du Championnat arabe des nations (messieurs), disputé samedi au Caire (Egypte). Avec un bilan de 3 victoires et 3

défaites, le Six national termine à la 5^e place du tournoi avec un total de 9 points. Les Algériens avaient décroché leurs deux premières victoires devant l'Irak (3-1) et la Jordanie (3-0), contre trois défaites respectivement face à l'Egypte, au Bahreïn et à Oman sur le même score de 3 sets à 1. Les deux autres matchs

de cette ultime journée de compétition opposent l'Irak à Oman pour la 3^e place et l'Egypte au Bahreïn pour le titre de champion arabe 2018. Le tournoi s'est joué en mini-championnat (une seule poule) dont le premier au classement sera sacré champion.

Cyclisme Chalel à la recherche de la qualification aux JO de 2020

Le cycliste algérien Yacine Chalel, champion d'Afrique en Scratch, disputera deux Omnium au mois de décembre prochain, au Portugal et en Suisse, avec l'objectif de récolter un maximum de points, en vue de se qualifier pour les prochains Jeux Olympiques d'été, prévus en 2020 à Tokyo (Japon), a annoncé l'athlète samedi sur les réseaux sociaux. Les deux compétitions, inscrites au programme de l'Union Cycliste Internationale (UCI), se

dérouleront respectivement à Anadia (Portugal) et à Grenchen (Suisse). Pour bien préparer ces rendez-vous, Chalel (23 ans) disputera cinq courses pendant le mois de novembre, qui le mèneront dans différents pays d'Europe. Le sociétaire du club français, Paris Cycliste Olympique, commencera par prendre part à l'omnium genevois, en Suisse, puis il se rendra à Saint-Quentin, dans les Yvelines (France), avant de disputer une course à Apeldoorn

(Pays-Bas). Après quoi, il enchaînera avec le Scratch UCI de Genève (Suisse), avant de terminer «sa tournée» en Belgique, où il prendra part à une dernière course, dans la ville de Gent. Chalel espère profiter de ces courses pour hausser son niveau et augmenter par la même occasion ses chances de récolter des points lors des Omnium d'Anadia et Grenchen et qui restent son objectif principal en vue des JO-2020.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Collectivités locales

Bouteflika procède à un mouvement des chefs de daïra

LE PRÉSIDENT de la République, Abdelaziz Bouteflika, a procédé samedi à un mouvement des chefs de daïra, des directeurs de la réglementation et des affaires générales, des directeurs de l'administration locale et des inspecteurs généraux de wilaya, indique un communiqué de la Présidence de la République. «Ce mouvement qui vient suite au dernier mouvement décidé dans le corps des walis, des walis délégués et des secrétaires généraux de wilayas, comprend des mutations et de nouvelles nominations dans ces fonctions supérieures», précise la même source. En ce qui concerne les nouvelles nominations, ce mouvement «consacre, notamment, le principe d'intégration des jeunes cadres de différentes régions du pays et leur encouragement à l'occupation des postes d'encadrement ainsi que la promotion de la femme dans l'exercice des postes de responsabilité au sein des collectivités locales. A ce

titre, quinze femmes ont été promues dans ces fonctions supérieures», ajoute le communiqué.

Ce mouvement comprend les mesures ci-après :

- En ce qui concerne les chefs de daïra, il a été procédé à la mutation de quatre-vingt-douze chefs de daïra et à la promotion de soixante-quatre cadres pour la première fois dans une fonction supérieure.

- S'agissant des directeurs de la réglementation et des affaires générales, il a été décidé de muter six directeurs et de promouvoir sept cadres dans cette fonction.

- En ce qui concerne les directeurs de l'administration locale, il a été procédé à la mutation de cinq directeurs et à la promotion de neuf cadres dans cette fonction.

- S'agissant des inspecteurs généraux de wilaya, il a été procédé à la mutation de trois inspecteurs généraux et à la promotion de neuf cadres dans cette fonction.

K. N./APS

Faux et usage de faux à Béjaïa

Un escroc écroué

LA BRIGADE économique et financière de la sûreté de wilaya a mis fin aux agissements d'un individu impliqué dans plusieurs affaires d'escroquerie, faux et usage de faux et usurpation d'identité. «L'affaire a été enclenchée suite à deux plaintes de M.R. et H.N. qui ont été escroqués par une personne inconnue», souligne la sûreté de wilaya dans un communiqué de presse. Les investigations menées par la police ont permis d'identifier l'escroc, M.S. âgé de 42 ans, natif de Tizi-Ouzou, qui se faisait passer pour une autre personne pour duper ses victimes via Internet. Il leur proposait des locations d'appartements en contrepartie d'une avance qu'il

partageait avec son compère qui a mis à sa disposition un compte bancaire. Une fois la somme d'argent versée dans le compte, le malfaiteur disparaissait sans laisser de trace, laissant ses victimes dans le désarroi. En dehors de cette affaire, le prévenu était sous le coup de deux mandats d'arrêt pour des affaires d'escroquerie et usurpation d'identité dans d'autres wilayas du pays. «Un dossier pénal a été dressé à son encontre pour escroquerie, faux et usage de faux et usurpation d'identité», précise notre source. Il a été présenté devant le procureur de la République près le tribunal de Béjaïa qui l'a convoqué pour une comparution immédiate et écroué. H. C.

Tizi Ouzou

La foire du miel et des produits de la ruche reportée au 12 novembre

LA FOIRE du miel et des produits de la ruche, qui devait s'ouvrir dimanche à la placette du musée de la ville de Tizi-Ouzou a été reportée d'une semaine et se tiendra du 12 au 20 novembre en cours, a-t-on appris des responsables de cette manifestation. Le chargé de la communication et de la vulgarisation et de la formation à la Chambre de l'agriculture de wilaya (CAW), Salem Touati, a indiqué à l'APS que ce report a été décidé par les organisateurs en commun accord avec les apiculteurs, afin de «permettre aux artisans qui étaient déjà installés sur place, de célébrer la journée nationale

de l'artisanat» qui coïncide avec le 9 novembre de chaque année et dont les festivités ont débuté ce dimanche avec une exposition animée par une trentaine d'exposants. Les organisateurs et participants à la foire du miel qui ont toujours tenu leur foire au niveau de la placette du musée ont opté pour le report plutôt que de se déplacer vers un autre endroit, afin de ne pas désorienter les visiteurs habitués à cette manifestation et aussi parce que ce site étant situé en plein centre-ville, garantira une grande affluence de citoyens, a-t-on appris de plusieurs apiculteurs rencontrés sur place.

Quand il va pleuvoir chez nous



Loumis

Djalou@hotmail.com

Tizi Ouzou

76 mm de pluie en 48h, dégâts matériels et désagréments aux populations

■ Pas moins de 76 mm de pluie ont été enregistrés en 48h sur la wilaya de Tizi Ouzou, causant d'importants dégâts matériels et des désagréments aux populations.

Par Hamid M.

Les éléments de la Protection civile ont effectué 80 interventions durant la journée de samedi pour secourir des habitants surpris par les furies pluviales dans différentes régions de la wilaya, particulièrement les localités du chef-lieu de wilaya, Draa Ben Khedda, Azazga, Draa El Mizane, Boudjima, Ouaguenoun, Makouda, Tizirt, Tadmaït, Fréha, Azeffoune. Le bilan de la Protection civile fait état également de l'effondrement de murs de clôture de maisons à Ouaguenoune, Tizirt, Ouacifs et le secours de nombreux usagers de la route, bloqués notamment sur la RN 12 à hauteur de Tadmaït. Au village Issoumathène, dans la commune d'Azeffoune, au nord-est de Tizi Ouzou, les éléments de la Protection ont évacué une famille de 12 personnes suite à la crue d'un oued. Des routes nationales, chemins communaux et de wilaya étaient impraticables et fermés à différents endroits. Samedi, la RN 72 était toujours coupée à la circulation entre Makouda et Tizirt. Les services de la wilaya ont, pour leur part, fait état des dispositions prises dans la soirée de samedi pour prendre en charge des citoyens restés bloqués au niveau de la RN 12 près de Tadmaït et de la gare multimodale de Bouhinoune en réquisitionnant des internats des établissements scolaires et de la formation professionnelle de la ville de Tizi Ouzou. Dans le communiqué de la wilaya, rendu public hier, il est précisé que dans les «autres communes, la situation était maîtrisée grâce aux efforts conjugués des services de l'Etat



appuyés par de nombreux citoyens dont la contribution mérite d'être saluée». Le communiqué fait également état de «deux constructions illicites sur un lit d'oued qui ont été empor-

tées par les eaux», soulignant que «leurs propriétaires avaient déjà été invités à arrêter les travaux par les services techniques compétents».

H. M.

Vol de véhicule à Ouzellaguene

Un malfaiteur intercepté sur la RN 26

Un individu a été arrêté par les agents de la brigade de la police judiciaire de la sûreté de daïra d'Ouzellaguene, a-t-on appris de la cellule de communication de la sûreté de wilaya. «L'affaire a débuté lorsque les éléments de la sûreté urbaine externe de Timezrit ont tenté, en vain, d'arrêter le conducteur d'un véhicule de marque Volkswagen sur la RN 26, à hauteur d'un barrage routier fixe, mitoyen à la sûreté». Le conducteur a refusé d'immobiliser son véhicule et a fait une manœuvre pour prendre la fuite. Il s'agit d'un jeune répondant aux initiales de S.M., âgé de 19 ans et natif d'Alger. Il a été intercepté par la police d'Ouzellaguene qui a été alertée par les éléments de la police de Timezrit pour fermer toutes les issues. Après vérification, la poli-

ce a découvert que le véhicule dérobé par l'individu ne dispose pas de permis de conduire et que le vol a eu lieu à Douéra après l'étranglement de son propriétaire qui a perdu connaissance. Après le bouclage des procédures et l'audition de la victime, la police a dressé deux dossiers à l'encontre du prévenu pour vol avec agression et pour tentative de fuite et conduite d'un véhicule sans permis de conduire. Présenté devant le procureur de la République près le tribunal d'Akbou, il a été convoqué pour une comparution immédiate et éclopé de trois années de prison ferme et une amende de 100 000 DA pour la première affaire et un an de prison ferme et une amende de 50 000 DA pour la seconde affaire. Il a été écroué. H. C.